



Délégation de Service Public par voie de concession

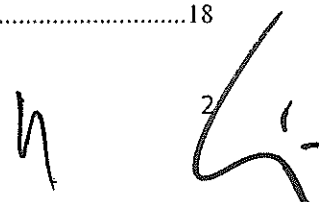
**CONSTRUCTION & EXPLOITATION du
CREMATORIUM de NARBONNE**

Contrat de DSP

1

Sommaire

PREAMBULE	5
CHAPITRE 1 : DISPOSITIONS GENERALES	6
Article 1 : Objet et périmètre de la délégation de service public	6
Article 2 : Obligations générales de service public	7
Article 3 : Terrains et occupation du domaine public	8
Article 4 : Autorisations administratives et attestation de conformité	8
Article 5 : Conditions suspensives	9
Article 6 : Prise d'effet – durée du contrat	9
Article 7 : Société dédiée	9
CHAPITRE 2 : REALISATION DU CREMATORIUM	10
Article 8 : Description de l'équipement	10
Article 9 : Réalisation des travaux	11
Article 10 : Modification et extension des ouvrages	13
Article 11 : Inventaire des biens	13
CHAPITRE 3 : GESTION DU CREMATORIUM	14
Article 12 : Obligations du délégataire relatives à la gestion du crématorium	14
Article 13 : Horaires et fonctionnement d'ouverture	15
Article 14 : Occupation des salles de cérémonie et de convivialité	15
Article 15 : Préparation et organisation des cérémonies	15
Article 16 : Conditions de crémation	15
Article 17 : Crémation des personnes dénuées de ressources suffisantes	16
Article 18 : Gestion de situations exceptionnelles	16
Article 19 : Fourniture et Conservation des urnes	16
Article 20 : Registre des crémations	17
Article 21 : Dispersion des cendres	17
Article 22 : Organes de consultation	17
Article 23 : Sécurité – Surveillance	17
Article 24 : Règlement intérieur du crématorium	17
Article 25 : Actions de communication du Délégataire	18
Article 26 : Contrats conclus avec les tiers	18



CHAPITRE 4 : PERSONNEL	19
Article 27 : Gestion du personnel	19
Article 28 : Organigramme détaillé de l'établissement	19
Article 29 : Conformité des conditions de travail à la réglementation	19
Article 30 : Tenue vestimentaire	19
Article 31 : Formation du personnel	19
Article 32 : Engagement du Délégataire en matière d'insertion professionnelle	19
CHAPITRE 5 : MAINTENANCE, ENTRETIEN ET REPARATION	20
Article 33 : Obligations générales d'entretien et de maintenance à la charge du Délégataire	20
Article 34 : Remise des installations existantes	20
Article 35 : Maintenance et travaux à la charge du Délégataire	20
Article 36 : Travaux d'amélioration et d'adaptation	22
Article 37 : Suivi financier des dépenses de gros entretien et grosses réparations	22
CHAPITRE 6 : CONDITIONS FINANCIERES	23
Article 38 : Rémunération du Délégataire et équilibre financier	23
Article 39 : Charges d'exploitation	23
Article 40 : Tarifs applicables aux usagers	23
Article 41 : Redevance versée au Délégant	23
Article 42 : Droit d'entrée lié aux charges du projet supportées par la collectivité	23
Article 43 : Montant de l'investissement des travaux et mode de financement	24
Article 44 : Garanties à première demande	24
Article 45 : Impôts et taxes	24
CHAPITRE 7 : CONTROLE DE L'EXECUTION DU CONTRAT	25
Article 46 : Contrôle de l'activité du Délégataire	25
CHAPITRE 8 : RESPONSABILITES – ASSURANCES	28
Article 47 : Responsabilité du Délégataire	28
Article 48 : Assurances souscrites par le Délégataire	28
CHAPITRE 9 : GARANTIES ET SANCTIONS	29

Article 49 : Sanctions pécuniaires et pénalités.....	29
Article 50 : Exécution aux frais et risques des opérations et travaux.....	30
Article 51 : Arrêt anticipé du service pour faute grave	30
Article 52 : Sanction résolutoire – Déchéance.....	30
 CHAPITRE 10 : FIN DU CONTRAT.....	 32
Article 53 : Mesures d'urgence.....	29
Article 54 : Résiliation anticipée pour motif d'intérêt général.....	32
Article 55 : Résiliation anticipée pour liquidation judiciaire ou déchéance du Déléataire	32
Article 56 : Sort des biens au terme du contrat	32
Article 57 : Dispositions relatives au personnel.....	33
Article 58 : Continuité du service en fin de contrat.....	30
 CHAPITRE 11 : DISPOSITIONS DIVERSES.....	 33
Article 59 : Modification du contrat	34
Article 60 : Cession.....	34
Article 61 : Mise en demeure.....	34
Article 62 : Election de domicile	34
Article 63 : Jugement de contestations	35
Article 64 : Version consolidée du contrat.....	35

Entre les soussignés :

La Commune de NARBONNE, dont le siège administratif est à NARBONNE – Place de l'Hôtel de Ville, BP 823 11 108 Narbonne représentée par son Maire, Maître Didier MOULY, dûment habilité à cet effet par délibération du Conseil Municipal en date du 4 février 2021.

Ci-après dénommée « la collectivité » ou « le délégant »

D'une part

ET

La Société des Crématoriums de France au capital de 4.668.980 euros (€), dont le siège social est au 17 rue de l'Arrivée, 75015 Paris, immatriculée au RCS de Paris, représentée par Xavier THOUMIEUX en sa qualité de Président dûment habilité aux fins des présentes,

Ci-après dénommée « le délégataire »

Le délégataire et le délégant ci-après dénommés conjointement « les parties ».

PREAMBULE

Alternative à l'inhumation, la crémation est en augmentation constante depuis plus de 40 années, et représente aujourd'hui près 40% des décès, générant une demande croissante des familles et des professionnels du funéraire pour ce type de funérailles.

Attendu que les temps de route et d'éloignements sont conséquents, et handicapent le service à la population, la collectivité de Narbonne a lancé les études de faisabilité économique et juridique pour la réalisation du crématorium situé sur le territoire de la commune en application de l'article L.2223-40 du Code Général des Collectivités territoriales (ci-après « CGCT »), au titre duquel la commune de Narbonne est compétente, pour la création d'une telle structure.

La Commission Consultative des Services Locaux s'est réunie le 23 octobre 2018, le Comité Technique Paritaire le 24 octobre, et à une très grande majorité ils se sont exprimés pour le principe d'une délégation de service public sous forme de concession.

Par délibération en date du 15 novembre 2018 au vu du rapport à l'assemblée délibérante, le conseil municipal de NARBONNE a retenu le principe de la délégation de service public par voie de concession pour :

1. La création d'un crématorium sur un terrain, parcelles n°CX71 et CW49 de la Commune de NARBONNE, et en application des articles :
 - L.2223-19, L.2223-40 et suivants du Code Général des Collectivités Territoriales
 - R.2223-67 et suivants du CGCT
 - D.2223-99 et suivants du CGCT
 - R.1335-11 du Code de la Santé Publique
 - L.1411-1 et suivants du CGCT
 - Ordonnance n°2016-65 du 29 janvier 2016
 - Arrêté du 28 janvier 2010 relatif aux rejets atmosphériques des crématoriums et la hauteur des cheminées
2. Le principe d'une délégation de service public à un délégataire pour le financement, la construction et la gestion de cet équipement.

Au terme de la procédure de publicité et de mise en concurrence organisée en application des articles L.1411-1 et suivants du Code général des collectivités territoriales ainsi que de l'ordonnance n°2016-65 du 29 janvier 2016 relative aux contrats de concession, le Conseil municipal de NARBONNE, par délibération du 4 février 2021, s'est

prononcé sur le choix du délégataire, a approuvé le projet de délégation de service public et a autorisé monsieur le Maire à signer le contrat.

A l'issue de la procédure, le Conseil municipal du 4 février 2021 a décidé d'attribuer le contrat à la Société des Crématoriums de France.

Le délégataire s'engage, à ses risques et périls, sur le terrain d'assiette ci-dessus indiqué, à concevoir, à financer, à construire et à exploiter le crématorium et ses équipements dans le respect du présent contrat.

Ceci étant précisé, il est convenu entre les parties ce qui suit.

CHAPITRE 1 : DISPOSITIONS GENERALES

Article 1 : Objet et périmètre de la délégation de service public

Le présent contrat est une délégation de service public conclue en vertu de l'ordonnance n°2016-65 du 29 janvier 2016 relative aux contrats de concession et des articles L.1411-1 et suivants du Code général des collectivités territoriales.

Le contexte, la nature de l'opération et les fonctionnalités attendues figurent dans le programme technique détaillé - Annexe 01 - partie intégrante du présent contrat.

Les missions, objet de la délégation de service public, confiées au Délégataire portent sur :

- La conception, le financement, la réhabilitation / construction du domaine Sainte-Rose en un crématorium sis sur un terrain (Annexe 2), situé sur les parcelles n° CX71 & CW49 de la commune de NARBONNE (11100) ainsi que ses aménagements extérieurs parking, jardin du souvenir, espace de dispersions, chemin d'accès ;
- Les raccordements en limite de propriété, les études, les analyses, les procédures diverses, les frais induits par l'acquisition de la parcelle et les frais inhérents à la mise en place de la concession demeurent à la charge du délégataire. Si certains de ses débours, ont été pris en charges ou avancés par la collectivité, ils seront alors répercutés et facturés au délégataire (Annexe 3) ;
- La fourniture du mobilier et des équipements de la salle de cérémonies ;
- La fourniture et l'installation des équipements de crémation (four, pulvérisateur, préparation des cendres, ligne de filtration et matériel nécessaire) ;
- L'exploitation, l'entretien, la maintenance préventive et curative du crématorium et de ses équipements ;
- La perception des recettes auprès des usagers et relations avec les familles ;
- L'ensemble des opérations liées à la crémation ;
- La location des salles de cérémonies avec ou sans crémation ;
- Le contrôle des accès et la surveillance générale du site ;
- Le respect des dispositions réglementaires applicables au site, notamment en matière d'établissements recevant du public (ERP) et au strict respect du PLU, du PPRI et autres plans de préventions.

Dans le cadre du présent contrat, le délégataire assure l'exploitation du Crématorium à ses risques et périls, de manière professionnelle, dans le respect des missions confiées par le délégant.

Le délégataire est responsable de la bonne gestion du service. Il assume à ce titre, seul, la gestion du personnel ; il a la garde des ouvrages et des matériels ; il est en charge de l'entretien et de la maintenance des biens, équipements et matériels, devra assurer en totalité les prestations nécessaires au bon fonctionnement du service et assurer aux usagers

un service efficace et de qualité.

Le délégataire est seul responsable devant le délégant de la parfaite exécution du présent contrat.

Sous réserve du strict respect des stipulations du présent contrat et de ses annexes, le délégataire disposera d'une liberté totale pour l'organisation de son exploitation sans préjudice des droits de contrôle du délégant et de toutes prescriptions que le délégant pourrait à tout moment imposer en considération de la préservation de l'intérêt général et des principes de continuité, d'égalité des usagers et de mutabilité du service public délégué.

Le délégataire s'engage à assurer la sécurité et la surveillance des ouvrages, des usagers et des tiers et sera seul responsable de toute contravention ou autre action qui pourrait être constatée par quelque autorité que ce soit à l'occasion de l'exploitation du service qui lui est confié.

D'une manière générale, il fera son affaire de l'ensemble des risques et litiges directement ou indirectement liés à la construction, l'exploitation et toutes conséquences induites. Il devra souscrire des contrats d'assurance comportant des garanties adaptées.

La construction et l'exploitation du crématorium devra se faire dans le respect des dispositions législatives et réglementaires applicables au type d'activités accueillies au sein du crématorium.

Le délégant garantit l'exclusivité de ses missions au délégataire pendant toute la durée prévue à l'Article 4 des présentes et dans le périmètre délégué.

Les droits et obligations des parties découlent par ordre de priorité du présent contrat puis des annexes.

Les annexes au présent contrat font partie intégrante du contrat et ont la même valeur juridique que ce dernier. Toute référence au contrat inclut ses annexes. En cas de contradiction entre les stipulations du contrat et les stipulations d'une des annexes, les stipulations du corps du contrat prévaudront.

Article 2 : Obligations générales de service public

2.1 Continuité du service

Le délégataire s'engage à assurer la continuité des missions et activités qui lui sont été confiées au titre du présent contrat, à peine, en cas d'interruption ou de suspension du service délégué, de se voir appliquer les pénalités et sanctions prévues au chapitre 9 ci-après.

Les horaires d'ouverture sont arrêtés en accord avec le délégant et ne pourront faire l'objet de modifications sans approbation expresse de la part de ce dernier. La grille horaire d'ouverture est jointe en Annexe 09 et rappelée dans le règlement intérieur « Règlement intérieur » en Annexe 10.

Hormis les périodes de fermeture nécessaires à l'entretien et la maintenance dont les dates sont fixées d'un commun accord entre le délégant et le délégataire, ce dernier informe sans délai et par écrit le délégant de toute interruption dans l'exploitation, en indiquant sa durée, les causes de la suspension ou de l'interruption, le délai de rétablissement du service et les mesures prises pour assurer son rétablissement.

2.2 Egalité des usagers devant le service public

Le délégataire est tenu de respecter le principe d'égalité de traitement des usagers pour toutes les activités déléguées.

Des différences de traitement sont néanmoins possibles, par catégorie d'usagers, si l'intérêt du service public le justifie ou si elles sont la conséquence nécessaire d'une réglementation. Dans ces deux hypothèses, les effets de ces différences de traitement doivent tenir compte des différences objectives de situation dans lesquelles se situent les usagers visés. Les tarifs particuliers doivent être agréés formellement par le délégant, au même titre que l'ensemble des tarifs de service public.

Le délégataire rend compte au délégant de l'application de telles différences de traitement dans le cadre du rapport annuel prévu à l'article 46.2.

Le délégataire s'oblige au respect du règlement national des pompes funèbres codifié aux articles R. 2223-24 et suivants du Code Général des Collectivités Territoriales.

Le délégataire respecte les règles et usages de la liberté du commerce et de la concurrence à l'égard des opérateurs funéraires dûment mandatés par les familles dans le respect du règlement national des pompes funèbres.

Les opérateurs funéraires doivent être habilités, dans le cadre des textes en vigueur au moment de la passation de la commande, à exercer leur activité au titre d'entreprises de pompes funèbres. En conséquence, le Délégataire est tenu de recevoir les commandes desdits opérateurs, sous réserve de leur conformité avec les lois, règlements et tarifs en vigueur et de les honorer, sans discrimination d'exécution par rapport aux commandes reçues directement des familles.

La liste des opérateurs funéraires agréés du département pour l'organisation des obsèques devra être affichée dans les locaux du crématorium et tenue à la disposition des familles.

Article 2.3 Neutralité, transparence et mutabilité du service

Le Délégataire remplit ses missions dans le respect :

- du principe de neutralité vis-à-vis des usagers ;
- du principe de transparence. A ce titre, le délégataire communique au délégant toutes les informations permettant à ce dernier d'exercer son pouvoir de contrôle ;
- du principe de mutabilité du service. A ce titre, le délégataire adaptera le service délégué aux mutations techniques, économiques et sociétales, de sorte à satisfaire en permanence les besoins des usagers.

Article 3 : Terrains

Le terrain sur lequel sera réalisée la réhabilitation/construction du crématorium est situé sur la commune de NARBONNE (11100) lieu-dit « Domaine de Sainte-Rose » parcelles n° CX71 & CW49. Les prescriptions du PLU et les documents d'urbanisme qui seront opposables aux tiers sont annexés au présent document programme (Annexe 02). Le terrain porte sur une surface de 2.510 m² pour la parcelle CX71 et sur une surface de 8.989 m² pour la parcelle CW49.

Article 4 : Autorisations administratives et attestation de conformité

En sa qualité de maître d'ouvrage, le délégataire est seul responsable, à ses frais, de l'obtention et du maintien de l'ensemble des autorisations administratives nécessaires à la construction et à l'exploitation du crématorium, et ce, dans des délais permettant le respect du calendrier figurant en Annexe 7.

Le délégataire prend en charge l'ensemble des conséquences, notamment financières et de délais, liées au retard dans l'obtention des autorisations administratives ou la non-obtention de celles-ci.

Sont considérées comme les autorisations administratives nécessaires à la construction et à l'exploitation du crématorium les autorisations et avis suivants :

- l'avis positif du représentant de l'Etat dans le département dans les conditions visées à l'article L.2223-40 du Code Général des Collectivités Territoriales.
- l'avis positif de la commission départementale compétente en matière d'environnement, de risques sanitaires et technologiques conformément à l'article L.2223-40 du Code Général des Collectivités Territoriales.

- L'attestation de conformité de l'installation de crémation délivrée par l'Agence Régionale de la Santé, conformément aux articles D.2223-109 du Code Général des Collectivités Territoriales.
- L'habilitation préfectorale délivrée dans les conditions de l'article L. 2223-23 et suivants et D.2223-34 et suivants du Code Général des Collectivités Territoriales. Ce document devra être fourni au délégant avant tout début d'exploitation du crématorium.

Dans le cadre de l'enquête publique réalisée au titre de la déclaration d'utilité publique du projet et au titre de l'environnement (article L.2223-40 du Code Général des Collectivités Territoriales), le délégataire devra fournir les éléments techniques nécessaires et indispensables à la finalisation du dossier d'étude d'impact et d'enquête publique. Ces éléments devront être fournis en cohérence avec le planning prévu à l'article 7.

Article 5 : Conditions suspensives

Le contrat sera conclu sous la condition suspensive de l'obtention par le délégataire de toutes les autorisations administratives nécessaires prévues par les textes pour la construction et l'exploitation du crématorium, notamment celles relatives à l'enquête publique (article L123-1 et suivants du Code de l'environnement), l'avis de la Commission départementale d'hygiène (article L.1416-1 du Code de la santé publique), l'arrêté du 28 janvier 2010 relatif à la hauteur de la cheminée des crématoriums et aux quantités maximales de polluants contenus dans les gaz rejetés à l'atmosphère, le permis de construire.....

Si le délégataire ne pouvait obtenir les autorisations administratives nécessaires conformément à la législation en vigueur, il ne pourrait demander aucune indemnité à la commune et ne saurait engager la responsabilité de la collectivité.

Article 6 : Prise d'effet – durée du contrat

Le contrat de délégation de service public fera l'objet d'une notification au délégataire.

La prise d'effet du contrat de délégation est la date de notification de celui-ci, par le délégant au délégataire.

Le contrat est conclu pour une durée de trente-ans (30 ans) à compter de la date de notification.

En l'espèce, si l'impact des procédures administratives, de l'enquête publique, des recours éventuels, conduisait à une période d'exploitation inférieure à vingt-huit années (28 ans), la date de fin de contrat serait alors recalculée par rapport à la date de la première crémation +28ans.

Article 7 : Société dédiée

Pour faciliter le contrôle des engagements souscrits, le délégataire créera une société dédiée dont l'objet social sera exclusivement réservé à l'exécution du présent contrat. Celle-ci sera constituée dans les six (6) mois à compter de la notification du présent contrat au délégataire. La dénomination de la société dédiée sera définie en concertation avec le Délégant (Annexe 25).

Cependant, si dans le cadre d'une opération intra-groupe, la société dédiée a vocation à ne plus demeurer sous la structure « La Société des Crématoriums de France » mais sous une autre entité du groupe FUNECAP, cette cession sera autorisée si la requête, précisant les raisons, les objectifs de la réorganisation, les caractéristiques et la qualité du cessionnaire, l'attestation prouvant que le cessionnaire demeure société filiale de la société mère FUNECAP, est parvenue au délégant, en LRAR trois mois avant la date de cession. Dans le cas contraire, le cessionnaire sera assimilé comme un tiers relevant de l'article 60.





CHAPITRE 2 : REALISATION DU CREMATORIUM

Article 8 : Description de l'équipement

Le crématorium est conçu, au cours des premières années d'exploitation, pour une activité permettant de réaliser un nombre de crémations prévu en Annexe 1.

Il est construit sur le terrain défini à l'Annexe 2.

Le terrain est clôturé par le délégataire. Il comprend le crématorium ainsi que ses abords.

Il comportera notamment :

A) - Une partie réservée aux familles et au public comprenant notamment :

- un espace réception des familles ;
- un espace convivialité ;
- une salle de cérémonies permettant d'accueillir 150 personnes avec ouverture sur espace de réception pour les plus grandes cérémonies ;
- un espace de visualisation du cercueil et de remise de l'urne
- un espace sanitaire public avec accès handicapés ;
- un bureau d'accueil et administratif.

L'ensemble sera organisé de façon à limiter au maximum les croisements des familles.

B) - Un espace pour les locaux techniques et administratifs comprenant notamment :

- un espace couvert et abrité permettant le déchargement aisé du cercueil ;
- un espace pour les cercueils en attente ;
- un espace vestiaire, sanitaire, douche, pour le personnel ;
- un espace kitchenette avec coin repas pour le personnel ;
- un espace pour le dépôt provisoire des urnes ;
- un espace procédé technique doté :
 - o d'une zone d'introduction du cercueil
 - o d'une zone « four(s) de crémation »
 - o d'une zone « dispositif(s) de filtration »
 - o d'une zone « dispositif de pulvérisation des calcins et de séparation des métaux »
 - o d'un plan de travail pour la préparation des urnes
- un espace de stockage doté :
 - o d'une zone « stockage du neutralisant »
 - o d'une zone « stockage des filtrats » (déchets de filtration)
 - o d'une zone « stockage des ferreux et non ferreux »
- un espace « récupération de calories » pouvant être couplé à celui de la chaufferie ;
- un espace atelier, pièces détachées, produits d'entretien et de ménage ;

Le « programme » détaillé de l'opération est défini en Annexe 1.

L'ensemble des locaux sera conçu de manière à faciliter au maximum les flux, notamment ceux relatifs aux cercueils depuis le déchargement du corbillard jusqu'à la salle de cérémonie et/ou jusqu'au système d'introduction dans l'appareil de crémation.

Une attention particulière sera portée au transfert du cercueil, du corbillard à la salle de cérémonie, et de la salle de cérémonie à l'espace introduction.

Article 9 : Réalisation des travaux

Le Délégataire réalise sous sa propre maîtrise d'ouvrage et ses seules responsabilités et initiatives, à ses frais et risques, les équipements, ouvrages et biens mobiliers ou immobiliers nécessaires à l'exploitation du service sur le site de Narbonne et ce, conformément aux lois, règlements et normes en vigueur et au projet présenté et amendé lors de la consultation et des négociations associées.

9.1. *Études préalables – autorisations administratives – divers*

Le Délégataire assume l'ensemble des prestations intellectuelles nécessaires à la réalisation des ouvrages, notamment :

- l'ensemble des études architecturales et d'ingénierie nécessaires à la définition de l'ouvrage ;
- les investigations géotechniques, hydrogéologiques, réseaux divers et la conception des fondations sur la base d'une étude géologique et géotechnique du sous-sol du terrain ;
- la desserte en réseaux « concessionnaires » pour alimenter l'équipement. Le Délégataire supportera la charge financière des branchements, déplacements et dévoiements des réseaux souterrains et aériens de toute nature rendus nécessaires pour la construction et l'exploitation de l'ouvrage et notamment les raccordements au gaz ;
- la conception de la construction et de l'aménagement de l'équipement dans toutes ses composantes (techniques, matérielles, bureautiques, etc.) ;
- l'ensemble des études de détails nécessaires à l'exécution de l'ouvrage ;
- les dossiers nécessaires à la consultation des entreprises et à la conclusion des marchés de travaux et à leur exécution et suivi (en y associant bureau de contrôle, SSI, SPS, OPC, MOE, BET) ;
- la demande de permis de construire et ses annexes et compléments si demandés par le service instructeur ainsi que l'obtention des autorisations administratives nécessaires à la réalisation du crématorium.

Plus précisément pour la réhabilitation du bâti Sainte-Rose, le délégataire a bien intégré – le cas échéant - les contraintes induites par les différents plans de préventions en vigueur concernant la commune de Narbonne (PLU, PPRI, PPRL, PPRT).

Le délégataire est responsable des études dans leur globalité (de l'esquisse, de l'avant-projet sommaire, de l'avant-projet définitif, du PRO, du dossier de consultation des entreprises). L'APD et le DCE devront être soumis au délégant pour accord avant le lancement de l'étape suivante. En cas de silence du délégant un mois après la transmission des documents, l'avis est réputé favorable.

Les missions d'ordonnancement, de pilotage et coordination (OPC) et de sécurité et protection de la santé (SPS) liées aux travaux sont placées sous la responsabilité du délégataire.

9.2. *Réalisation et suivi des travaux*

Les travaux devront être réalisés conformément aux règles de l'art dans le strict respect de la réglementation en vigueur, aux prescriptions réglementaires et à celles résultant du permis de construire et notamment :

- des règles destinées à assurer la sécurité contre les risques d'incendie dans les établissements recevant du public,
- de la réglementation applicable concernant l'accessibilité aux personnes handicapées des établissements recevant du public,
- de la réglementation spécifique aux crématoriums. Toutes les précautions devront être prises pour que les émanations dans l'atmosphère ne causent aucune nuisance ou gêne environnementale.

Le délégataire se chargera d'obtenir toutes les autorisations administratives nécessaires pour la réalisation du programme de travaux.

Le délégataire prendra les dispositions utiles pour ne pas apporter de troubles aux propriétés voisines, particulièrement en ce qui concerne les travaux de desserte des réseaux, de terrassement et de fondations. Il met en place, sous sa responsabilité, toutes les protections nécessaires afin d'assurer la sécurité des biens et des personnes dans le cadre de l'opération.

Le délégataire prendra toutes les précautions pour assurer la coordination du chantier en prenant en compte les chantiers environnants.

Le crématorium est réalisé sous la responsabilité du délégataire, conformément aux dispositions du contrat afin de permettre une mise en service du crématorium à la date de mise en service prévue.

L'ensemble des conséquences notamment financières et de délai des erreurs de conception ou de mauvaise conception imputables à un manquement du délégataire et/ou celles de l'allongement de la durée des opérations de conception sont supportées par le délégataire.

De même, les conséquences notamment financières et de délai des erreurs de réalisation ou de mauvaise réalisation imputables à un manquement du délégataire et/ou celles de l'allongement de la durée de réalisation sont supportées par le délégataire.

9.3. Délai d'exécution

Le délégataire est tenu de réaliser ou de faire réaliser le programme des travaux conformément au planning validé par le délégant.

9.4. Réception

Le délégant sera étroitement associé à la phase de réception de l'équipement. Cela implique notamment qu'un représentant du délégant soit présent lors des essais techniques de mise en service et qu'une visite, avant le passage de la commission sécurité, soit organisée par le délégataire en présence du délégant.

A l'occasion des opérations de réception, le délégant est en droit de demander toutes explications utiles et de formuler ses observations en demandant, le cas échéant, qu'elles soient consignées au procès-verbal.

La participation du délégant à l'occasion des opérations de réception n'engage en rien la responsabilité de ce dernier.

Toutefois, si le crématorium et les équipements présentent des défauts ou des non conformités, constatées à l'occasion des opérations de réception, des essais précédant leur mise en service ou lors de leur mise en service, le délégant notifie au délégataire les travaux nécessaires pour y remédier, par lettre recommandée avec accusé de réception, dans un délai de deux (2) mois suivant la constatation de la défectuosité ou de la non-conformité.

Le délégataire est alors tenu de réaliser les travaux de réfection ou de mise en conformité dans un délai fixé par le délégant, qui conserve, en tout état de cause, le droit de réclamer la réfection ou la mise en conformité des ouvrages s'il estime que les défauts signalés au délégataire subsistent en partie ou en totalité.

Les travaux de réfection ou de mise en conformité visés ci-avant sont réalisés par le délégataire, à ses frais. Ils ne donnent lieu à aucune majoration des tarifs fixés par le contrat et ne font l'objet d'aucun paiement par le délégant.

Le démarrage de l'exploitation sera conditionné à la constatation de l'achèvement des travaux et à l'obtention des autorisations administratives nécessaires à l'exploitation. A cet effet, le délégataire remettra au délégant :

- Le dossier des ouvrages exécutés (plans, détails, procès-verbaux, fiches techniques, etc.) ;
- L'ensemble des rapports de contrôles techniques y compris ceux spécifiques aux crématoriums et le rapport de la commission de sécurité ;
- l'étendue des prestations relatives à l'entretien du four ;
- Les notices descriptives des matériels/matériaux et équipements ;
- L'état prévisionnel des travaux d'entretien et leur périodicité ;
- L'attestation d'assurance.

Un état des lieux sera dressé de manière contradictoire entre les deux parties. Il sera complété d'un inventaire du matériel et des équipements dont dispose le délégataire.

Le délégataire transmettra au délégant, en trois exemplaires (papier et cédéroms), le dossier d'ouvrage exécutés (DOE) et les plans sur CD Rom en formats (dxf, dwg et pdf).

L'acceptation des travaux par le délégant devra faire l'objet d'un procès-verbal signé par les deux parties.

Article 10 : Modification et extension des ouvrages

Sans toutefois modifier la consistance de la délégation, le délégataire peut, après approbation expresse et écrite du délégant, et au vu d'un dossier explicatif et justificatif intégrant l'ensemble des éléments techniques et financiers, apporter des modifications aux ouvrages, établir et réaliser des ouvrages et installations supplémentaires.

Article 11 : Inventaire des biens

Le délégataire dressera un inventaire des biens immobiliers et mobiliers, corporels et incorporels attachés à la délégation (ci-après l'"Inventaire des Biens"). L'inventaire des biens est établi de façon contradictoire entre les parties au plus tard au jour de la mise en service des équipements (Annexe 08).

L'Inventaire des biens a pour objet de décrire l'état des installations et équipements du crématorium. Ainsi, l'inventaire des biens devra :

- consigner l'état apparent des installations ;
- enregistrer les spécifications techniques des appareils ;
- prendre en compte les réserves indiquées dans les procès-verbaux de réception des installations et équipements quand elles existent ;
- constater les défauts éventuels ;
- consigner les inventaires des biens de retour et biens de reprises actualisés annuellement ;
- mentionner des travaux qui seraient éventuellement nécessaires.

Le coût financier de la réalisation de l'inventaire des biens est à la charge du délégataire. L'inventaire des biens présentera et précisera notamment les principes de fonctionnement des ouvrages et leurs états techniques.

L'inventaire des biens, sera mis à jour de façon contradictoire à chaque date anniversaire du contrat par les parties. Cet inventaire physique et comptable comprendra pour chaque crématorium :

- une description détaillée de chaque bien et sa nature (bien de retour ou bien de reprise)
- la date de mise en service
- l'état et la date estimative du prochain renouvellement.

Ces éléments seront mentionnés au compte-rendu technique joint au rapport annuel.

Le coût lié à l'actualisation annuelle de l'inventaire des biens est à la charge du délégataire.

CHAPITRE 3 : GESTION DU CREMATORIUM

Article 12 : Obligations du délégataire relatives à la gestion du crématorium

12.1 Conditions générales d'exploitation

Dans le cadre du présent contrat, le délégataire s'engage à assurer la sécurité, le bon fonctionnement, la continuité, la qualité et la bonne organisation de la mission qui lui est confiée.

Le délégataire exploitera le service en professionnel compétent et y apportera tout son temps et ses soins de sorte à le faire prospérer.

Le délégataire dispose, d'une liberté totale pour l'organisation de son exploitation, sous réserve toutefois du strict respect des principes d'égalité des usagers, de continuité du service et des prescriptions du contrat notamment en matière de tarifications, d'horaires d'ouverture, de niveau de qualité minimale des prestations, ainsi que de toutes les prescriptions que le délégant pourrait à tout moment imposer en considération de la préservation de l'intérêt public.

Le délégataire sera seul responsable de toute contravention ou autre action qui pourrait être constatée par quelque autorité que ce soit à l'occasion de l'exploitation du service qui lui est confié. D'une manière générale, le délégataire fera son affaire de l'ensemble des risques et litiges directement ou indirectement liés à l'exploitation et de toutes leurs conséquences.

Le délégataire est tenu d'utiliser les biens et équipements d'exploitation conformément à la réglementation en vigueur, présente et à venir, notamment en matière d'hygiène, d'encadrement, de sécurité, et de bruit. Le délégataire est chargé de l'alerte relative à tous les travaux en matière d'hygiène et de sécurité, et de l'obtention de toutes les autorisations et de l'accomplissement de toutes les formalités requises à cet effet sous réserve que les travaux susvisés aient été réalisés dans le respect des règlements et des normes en vigueur à la date de la construction desdits biens ou équipements.

Le délégataire est responsable de l'obtention et du maintien des autorisations administratives conditionnant de l'activité déléguée.

12.2 Obligations liées à l'activité de crémation

Le Délégataire doit :

- préparer la cérémonie avec la famille le cas échéant ;
- réceptionner les cercueils ;
- vérifier le dossier administratif ;
- accueillir les familles et les opérateurs funéraires ;
- organiser les cérémonies à la demande des familles ou des opérateurs funéraires ;
- permettre la visualisation du cercueil avant introduction en cas de demande expresse d'une famille ;
- assurer la traçabilité optimum des cendres ;
- procéder à la crémation du défunt ;
- procéder au rassemblement et au refroidissement des calcius ;
- procéder à la pulvérisation des calcius avec séparation des ferreux et non ferreux ;
- procéder au transfert des cendres de l'urne technique à l'urne familiale prévue à cet effet ;
- tenir des registres légaux ;
- tenir un planning des cérémonies ;
- conserver les urnes cinéraires selon les circonstances et notamment conformément aux articles L.2223-18-1 et suivants du Code Général des Collectivités Territoriales ;
- disperser, à la demande des familles, les cendres dans l'espace prévu à cet effet ;
- assurer le maintien en parfait état de propreté de l'ensemble des équipements ;
- assurer la maintenance des biens, des équipements et des installations techniques de crémation /filtration /préparation des cendres ;
- procéder aux analyses atmosphériques conformément aux textes en vigueur ;

assurer de façon éthique la gestion et la valorisation des métaux issus des crémations. Une notice spécifique descriptive des dispositions prévues à cet effet devra être fournie. A ce titre, il est d'ores et déjà précisé que le produit financier du recyclage des éléments métalliques susvisés sera affecté en totalité à la Fondation de France (pour réaliser des dons à des œuvres d'intérêt général) via la Fondation du groupe FUNECAP / Société des Crématoriums de France (hébergée par la Fondation de France). Dans ce cadre, la moitié des fonds collectés sera réservée au soutien d'actions locales en faveur d'œuvres caritatives, d'intérêt général ou d'associations à but non-lucratives, sur proposition du délégant.

- Assurer le remplacement de l'ensemble du mobilier et des moyens matériels permettant le fonctionnement du crématorium (moyens de sonorisation, informatiques et de vidéo, décoration, etc.), quand la situation l'exigera.

Article 13 : Horaires et fonctionnement d'ouverture

Les horaires d'ouverture au public du crématorium sont fixés dans le règlement intérieur (Annexe 9).

Tout arrêt technique prévisible devra faire l'objet d'une information préalable au délégant dix (10) jours avant l'intervention, par courriel, qu'il soit ou non lié à la maintenance ou à l'entretien des ouvrages. Cette information est également transmise aux opérateurs funéraires.

Dans les autres cas, le délégataire devra informer le délégant immédiatement de tout arrêt avec une confirmation par écrit.

Dans tous les cas, la continuité du service public devra être assurée.

Le délégataire doit se conformer à toutes les mesures exceptionnelles qui seraient présentées par le délégant dans des circonstances inhabituelles, notamment en cas d'augmentation significative de l'activité.

Les créneaux horaires figurant dans le règlement intérieur, sur la base duquel le délégataire s'engage à assurer l'accueil des familles, peuvent être modifiés à la demande du délégant ou à l'initiative du délégataire si l'amplitude horaire s'avère insuffisante pour répondre aux besoins des familles quant à un délai d'attente raisonnable pour la crémation.

Article 14 : Occupation des salles de cérémonie et de convivialité

Le délégataire met à disposition à titre onéreux les salles de cérémonies et de convivialité. La mise à disposition d'une salle de cérémonie comprend la personnalisation et l'accompagnement du moment de recueillement par le personnel de l'établissement. Le délégataire peut être amené également à mettre à disposition – à titre onéreux – la salle de cérémonie précédant une inhumation.

Article 15 : Préparation et organisation des cérémonies

Le délégataire est chargé de l'organisation matérielle des cérémonies et des opérations suivantes (déplacement de cercueils, installation des fleurs, fonctionnement de la sonorisation). La nature et le déroulement des cérémonies réalisées par le délégataire sont précisés à l'Annexe 11. Par ailleurs, tout opérateur funéraire peut accompagner la cérémonie, en concertation préalable avec la famille et le maître de cérémonie du crématorium.

Article 16 : Conditions de crémation

16.1. Conditions générales

Le délégataire doit prendre toute disposition pour assurer l'ouverture du crématorium et l'accueil des familles dans les conditions optimum.

Le délégataire doit vérifier le dossier administratif de crémation avant l'introduction du cercueil dans le four.

La crémation terminée, il est chargé, dans le cadre de la réglementation en vigueur, de pulvériser les cendres, de les disperser, si la famille le souhaite, sur le lieu de dispersion ou de fermer l'urne si elle doit être remise à la famille ou être inhumée dans une sépulture.

16.2. Crémation des pièces anatomiques d'origine humaine

Le délégataire assure l'élimination des pièces anatomiques d'origine humaine dans les conditions prévues aux articles R.1335-9 et suivants du code de la santé publique et à l'arrêté du 7 septembre 1999 relatif au contrôle des filières d'élimination des déchets d'activité de soins à risques infectieux et assimilés et des pièces anatomiques.

L'élimination est effectuée en dehors des heures d'ouverture au public.

Le délégataire respecte la traçabilité et le suivi administratif des pièces anatomiques d'origine humaine.

Les conventions qui sont conclues avec les établissements de soins concernés sont portées à la connaissance du délégant lors des rencontres périodiques avec le délégataire.

16.3. Créations des restes mortels des corps exhumés

Les collectivités (suite aux opérations de reprises administratives de sépultures), et les opérateurs funéraires (à la demande des familles), peuvent solliciter la crémation, par le délégataire, des restes mortels exhumés.

En fonction des créneaux horaires disponibles et des délais d'attente des familles, il sera donné priorité aux crémations de défunts afin de privilégier les familles en deuil.

Article 17 : Crémation des personnes dénuées de ressources suffisantes

Le délégataire, au vu du certificat d'indigence délivré par le maire de Narbonne, accordera la gratuité du service du crématorium aux indigents domiciliés sur le territoire Narbonne.

Article 18 : Gestion de situations exceptionnelles

Les situations exceptionnelles sont liées essentiellement aux arrêts d'activité en raison d'une maintenance des équipements ou d'une panne sur un équipement.

Lors d'un arrêt non prévu d'un crématorium, l'opérateur funéraire mandaté par la famille est immédiatement joint afin qu'il puisse informer la famille que la cérémonie peut avoir lieu au dit crématorium mais que la crémation sera réalisée sur un autre site.

La famille est également informée que la remise des cendres aura lieu le lendemain au crématorium où la cérémonie a eu lieu.

Article 19 : Fourniture et Conservation des urnes

Si la personne ayant qualité pour pourvoir aux funérailles ou son mandataire ne fournit pas d'urne cinéraire, les cendres sont remises à la personne ayant qualité pour pourvoir aux funérailles ou son mandataire dans une urne cinéraire de capacité suffisante. La fourniture de cette urne fait l'objet d'une tarification définie par l'Annexe 12.

Les urnes sont conservées gratuitement pendant une durée de 3 mois au crématorium sous la responsabilité du délégataire. Au-delà de ce délai, la conservation des urnes fait l'objet d'une tarification particulière définie par l'Annexe 12.

A l'issue du délai d'un an, il est fait application des dispositions du règlement intérieur relatives à la destination finale des cendres.

Article 20 : Registre des crémations

Un registre des entrées (sous format extranet) sera tenu par le délégataire qui mentionnera :

- Le numéro d'ordre des crémations avec l'identité du défunt et l'identification de l'équipement de crémation utilisé,
- L'heure d'introduction du cercueil,
- L'heure de collecte des cendres à la fin de la crémation,
- Les éventuels incidents survenus lors de chaque crémation et plus généralement au crématorium.

Un extrait de ce registre doit pouvoir être mis à disposition du délégant à sa demande.

Article 21 : Dispersion des cendres

La dispersion des cendres se déroule selon une procédure ritualisée annexée au présent contrat (Annexe 11)

Article 22 : Organes de consultation

Le délégant se réserve la possibilité de créer un comité d'éthique ou une instance équivalente. Cette instance, dont l'objet est purement consultatif, pourrait avoir pour but notamment de traiter les sujets liés à la satisfaction des familles et serait amenée à faire des suggestions pour améliorer la qualité du service rendu.

Le délégataire participe de fait aux réunions de cette instance.

Article 23 : Sécurité – Surveillance

La surveillance du crématorium relève de la responsabilité du délégataire.

Le délégataire assurera au quotidien la sécurité du crématorium à l'aide des moyens techniques et humains qu'il jugera adaptés aux nécessités de chaque crémation. Le délégataire sera responsable vis-à-vis des usagers et des riverains d'éventuels dysfonctionnements.

23.1. La surveillance

Le site est équipé d'un système de surveillance et d'alarme qui sécurisera tous les accès publics extérieurs et techniques étant précisé que le gardiennage, la surveillance de l'équipement relève de la responsabilité du délégataire

23.2. La sécurité incendie

Conformément à la réglementation, le crématorium sera équipé d'un système de sécurité incendie conforme aux exigences du dossier de permis de construire et sa notice de sécurité.

23.3. La présence du personnel

Le personnel surveille les entrées et sorties des parties ouvertes au public et des parties techniques.

La famille est prise en charge dès l'espace réception et invitée, le moment venu, à intégrer l'espace de cérémonie pour un dernier hommage en présence du défunt.

Les portes communiquant avec la partie technique du crématorium sont systématiquement fermées, conformément à la réglementation.

Article 24 : Règlement intérieur du crématorium

Le projet de règlement intérieur est annexé au contrat de délégation de service public (Annexe 10).

Article 25 : Actions de communication du Délégataire

Toute action ou opération de communication est préparée et programmée en concertation avec le délégant.

25.1. *L'inauguration du crématorium*

À la mise en service du nouvel équipement, le délégataire présentera officiellement et publiquement les investissements réalisés, la nouvelle organisation et les perspectives d'activité au délégant, au personnel administratif des collectivités territoriales, aux professionnels du funéraire et aux représentants des cultes.

25.2. *La plaquette d'information à destination des familles*

Une plaquette d'information sur le crématorium sera mise à la disposition des opérateurs funéraires, des familles et du public. Elle présente les coordonnées, les horaires d'ouverture du crématorium et un plan d'accès à celui-ci.

Article 26 : Contrats conclus avec les tiers

Les contrats conclus avec les tiers par le délégataire et nécessaires à l'exécution du présent contrat ne pourront excéder la durée de la délégation.

Les décisions prises par le Délégataire respectent les principes de transparence et d'égalité de traitement des usagers.

Le délégataire prend toutes précautions utiles dans la conclusion des contrats de travaux, de fournitures et de services pour garantir la continuité du service et le meilleur rapport qualité/prix de ces prestations.

D'une manière générale, s'agissant de l'exploitation du crématorium, le délégant peut demander à tout moment au délégataire de produire l'ensemble des contrats de prestations conclus avec des entreprises tierces.

Le Délégataire informe l'autorité concédante, dans le cadre du rapport annuel, de l'ensemble des contrats de prestations conclus avec des entreprises tierces. En outre, une copie de tout contrat de prestations de services, fourniture ou travaux ou de sous-traitance supérieur à cinquante mille euros hors taxe (50.000 € HT) par an devra être adressée au délégant dans le délai d'un mois après signature.

L'obligation de transmission prévue aux alinéas précédents s'impose aussi en cas de convention portant constitution ou transfert de servitudes ou reconnaissance de droits réels à un tiers.



CHAPITRE 4 : PERSONNEL

Article 27 : Gestion du personnel

Le délégataire assure le recrutement et la gestion de l'ensemble du personnel nécessaire à l'exercice de ses missions, et notamment la formation de ces personnels afin de garantir leur qualification pour l'exercice des métiers tels qu'ils découlent des missions du délégataire et de ses évolutions.

Le délégataire mettra en permanence à disposition sur les sites, le personnel nécessaire au parfait fonctionnement du service délégué, en nombre, qualité et qualification adaptées aux besoins.

Le délégataire s'engage à favoriser la parfaite polyvalence des agents en poste sur le crématorium afin de garantir un service de qualité et la continuité du service.

Le délégataire communiquera au délégant la convention collective applicable au personnel dans un délai de trente (30) jours à compter de la date d'entrée en vigueur du contrat de délégation de service public.

Article 28 : Organigramme détaillé de l'établissement

L'organigramme de début de contrat ainsi que l'effectif prévisionnel au cours du contrat et l'organigramme cible figurent en Annexe 13.

Le délégant devra être informé préalablement de toute variation d'effectif envisagée par le délégataire en cours de contrat, ainsi que de toute modification de l'organigramme général.

Article 29 : Conformité des conditions de travail à la réglementation

Le délégataire est tenu d'exploiter les ouvrages et installations du service en conformité avec la législation et la réglementation relatives, notamment aux conditions de travail des salariés. Il est seul responsable de l'application des règles relatives à l'hygiène et la sécurité du travail concernant le personnel.

Article 30 : Tenue vestimentaire

Le délégataire s'engage à la dotation de tenues vestimentaires adaptées à l'ensemble de ses personnels dès le jour de leur prise de poste, en fonction de la nature de leurs activités conformément à l'Annexe 13.

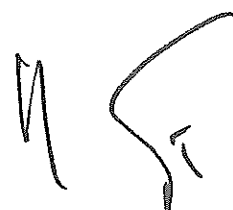
Article 31 : Formation du personnel

Le délégataire s'engage à former le personnel du crématorium conformément à la législation et dans les conditions visées en Annexe 14.

Article 32 : Engagement du Délégataire en matière d'insertion professionnelle

Le délégataire s'engage à faire ses meilleurs efforts pour mettre en place un partenariat avec une entreprise d'insertion professionnelle soit dans le cadre de son activité de gestion des sites soit dans le cadre des contrats avec les prestataires externes.

A cet effet, le délégataire s'engage à insérer dans ces contrats avec les tiers, notamment lors des phases de travaux, l'obligation pour ses prestataires de recourir à des salariés en insertion professionnelle (tant à l'égard du handicap qu'à l'égard du décrochage professionnel)



CHAPITRE 5 : MAINTENANCE, ENTRETIEN ET REPARATION

Article 33 : Obligations générales d'entretien et de maintenance à la charge du Délégataire

Le délégataire assumera la responsabilité technique de la gestion des installations tout en permettant au délégant de garder la maîtrise du service public.

Le délégataire assurera ainsi les missions suivantes :

- assurer la conduite des installations techniques
- assurer l'entretien du crématorium et le maintien en bon état des biens, équipements et installations,
- assurer le maintien en parfait état de propreté de l'ensemble des équipements,
- assurer la maintenance des biens, équipements et installations ainsi que les grosses réparations relevant de l'article 606 du Code civil et le renouvellement nécessaires,
- assurer le remplacement de l'ensemble du mobilier et des moyens matériels permettant le parfait fonctionnement du crématorium (moyens de sonorisation, informatiques et de vidéo, décoration, etc.), quand la situation l'exigera.

Le délégataire exploitera les activités visées conformément aux normes qui les régissent. Le Délégataire assumera les charges des différentes obligations décrites ci-dessus.

Article 34 : Remise des installations existantes

Les biens meubles ou immeubles mis à la disposition du délégataire par le délégant, acquis ou réalisés par le délégataire constituent les biens de retour, c'est-à-dire des terrains, bâtiments ou ouvrages, installations et équipements immobiliers ou mobiliers, nécessaires à l'exécution du contrat, réalisés ou acquis par le titulaire ou mis à sa disposition par le délégant. Ces biens, et notamment ceux inscrits à l'inventaire objet de l'Annexe 08 - reviennent obligatoirement au délégant à la fin normale ou anticipée du contrat, y compris les améliorations réalisées par le délégataire.

Les biens de retour intègrent ainsi :

- l'ensemble des biens mis à disposition par le délégant au délégataire à la date de prise d'effet du présent contrat,
- l'ensemble des travaux de gros entretien et de renouvellement réalisés par le délégataire,
- les travaux de construction du crématorium,
- tous autres travaux de réhabilitation, d'extension ou de modification sur l'ouvrage qui seraient réalisés par le délégataire.

Article 35 : Maintenance et travaux à la charge du Délégataire

Tous les équipements et matériels rattachés à l'exécution du service dans le crématorium devront être entretenus en bon état de fonctionnement et réparés par les soins du délégataire, et à ses frais.

Par opération d'entretien, de maintenance (préventive et curative) et de réparation, sont entendues toutes les interventions permettant de maintenir en parfait état de fonctionnement et donc d'exploitation l'ensemble des ouvrages et équipements du crématorium et de préserver leur durée de vie.

Le délégataire doit pouvoir présenter au délégant, un contrat de maintenance précisant que l'intégralité du procédé et des technologies mis en œuvre est couvert par un contrat de service « tous risques » - et à minima – « tout sauf réfractaire ». Une copie du projet de contrat est à communiquer en Annexe 26.

35.1. Travaux d'entretien courant

Les travaux d'entretien et de réparation courants comprennent toutes les opérations normales permettant d'assurer le maintien en état des installations du service et donc de l'exploitation, jusqu'au moment où leur vétusté ou une défaillance rend nécessaire des travaux de remplacement et de rénovation.

Ces travaux comprennent également toutes les opérations de nettoyage permettant de garantir la propreté, et la sécurité des installations et de leurs abords.

Ainsi, le délégataire devra-t-il :

- Respecter les préconisations et demandes des commissions de sécurité visitant périodiquement les ouvrages,
- Effectuer à ses frais les travaux et réparations de gros et de petit entretien. Les ouvrages, les installations, leurs annexes et les abords du crématorium (parking, aire de circulation, espaces verts, espace de dispersion) devront être maintenus en parfait état d'entretien, de propreté et de salubrité, y compris les accès véhicules, les accès et passages piétons, les émergences et affleurements.

Les travaux relevant de la catégorie des travaux de petit entretien concernent notamment :

- Le balayage et le nettoyage des aires de stationnement et de circulation devant être maintenues en bon état de propreté,
- L'entretien régulier des toitures terrasses des équipements et de leurs accès ainsi que les façades,
- L'entretien en état de marche du réseau d'éclairage normal et de sécurité,
- L'entretien permanent des installations de ventilation et des installations de surveillance de la qualité de l'air,
- L'entretien permanent de la sonorisation,
- L'évacuation des matières usées, l'enlèvement des ordures et l'entretien des décanteurs,
- La prévention et l'enlèvement des graffitis dans un délai de 48 h après constatation,
- Le remplacement des panneaux et flèches de jalonnement disposés à l'intérieur du crématorium,
- Le remplacement de toutes pièces défectueuses dans les équipements,
- Le renouvellement de la signalisation horizontale et verticale,
- L'entretien et le contrôle des équipements liés à la sécurité incendie, aux opérations de crémation, filtration préparation des cendres, conformément à la réglementation en vigueur,
- L'entretien du système anti-intrusion,
- L'entretien et maintenance du système de contrôle d'accès
- Toutes petites réparations générées par un désordre de quelque nature que ce soit,
- Le remplacement des équipements détériorés ou disparus

Par ailleurs, le délégataire devra (faire) réparer ou remplacer immédiatement, en dehors des cas où il est nécessaire d'avoir recours à une expertise, toute détérioration ou disparition constatée dans le crématorium. En tout état de cause, la sécurité des biens et des personnes devra être assurée sans délai.

35.2. Travaux de renouvellement et de grosses réparations

Les travaux de renouvellement et de grosses réparations comprennent toutes les opérations, autres que celles d'entretien préventif ou curatif et qui consistent à remplacer ou à réhabiliter les installations du service en cas d'usure, de défaillance, de dégradation ou vol. Ces travaux seront réalisés de façon à garantir la performance et la pérennité des ouvrages.

De façon non limitative, les travaux de grosses réparations avec ou sans remplacement des matériels se concentrent principalement :

- sur les équipements de crémation : *dispositifs d'introduction, de crémation, de supervision ;*
- sur les équipements de filtration : *dispositifs de refroidissement, de traitement, de filtration, d'extraction des gaz et extraction des déchets de filtration ;*
- sur les équipements de préparation des cendres : *dispositifs de pulvérisation, de séparation, de transfert des cendres ;*

- sur les équipements de chauffage et de récupération de calories le cas échéant ;
- sur les équipements de traitement de l'air ;
- sur tous les autres équipements nécessaires à l'exploitation ;
- sur le renouvellement des peintures du sol, des murs et du plafond.

Faute pour le délégataire de pourvoir à l'entretien et aux réparations des ouvrages, installations et de leurs annexes, le délégant pourra faire procéder aux frais du délégataire à l'exécution d'office des travaux après mise en demeure restée sans effet dans un délai de quinze (15) jours.

En cas de risque pour les personnes, ce délai pourra être réduit autant que nécessaire.

Article 36 : Travaux d'amélioration et d'adaptation

Après accord du délégant, le délégataire effectue, tous les travaux d'amélioration ou d'adaptation qui s'avèreraient nécessaires, distincts des opérations définies à l'article précédent. Ces travaux pourront avoir pour objet une meilleure prise en compte du développement durable dans la gestion quotidienne du crématorium, notamment, et dans l'adaptation du service.

Article 37 : Suivi financier des dépenses de gros entretien et grosses réparations

Le délégataire a en charge les grosses réparations et le renouvellement des ouvrages, installations et équipements, ainsi que le cas échéant, les travaux de mise en conformité réglementaires afférents à ces ouvrages et équipements de sorte que ceux-ci puissent :

- répondre aux exigences de sécurité, d'hygiène, d'accessibilité et de continuité du service, ainsi qu'aux attentes des usagers,
- être remis au Délégant à l'expiration du contrat en bon état d'entretien et de fonctionnement.

Les contrôles réglementaires obligatoires liés à ces ouvrages et équipements sont également à la charge du délégataire. Les travaux de gros entretien et de renouvellement constituent des biens de retour. Un compte extracomptable de gros entretien et de renouvellement est ouvert et tenu par le délégataire. Est inscrit sur ce compte

- en crédit, les recettes du poste GER hors taxes prévues au compte d'exploitation prévisionnel objet de l'Annexe 15
- au débit, les coûts dûment justifiés

Le délégataire établit et transmet au délégant un récapitulatif des travaux qu'il a réalisés au titre des travaux de grosses réparations et de renouvellement, en précisant la nature et le montant. Le délégant pourra, sur simple demande, exiger la production d'une copie des justificatifs comptables.

Ce document est joint au rapport annuel prévu à l'article 46.2.

Au terme normal ou anticipé du contrat, l'intégralité du solde excédentaire du compte revient, dans un délai d'un mois, au délégant.

CHAPITRE 6 : CONDITIONS FINANCIERES

Article 38 : Rémunération du Délégataire et équilibre financier

La rémunération du délégataire est constituée des recettes liées à l'exploitation des équipements.

L'ensemble des charges dues à l'exploitation des installations (dont entretien courant, gros entretien, renouvellement) et aux travaux de construction, et plus généralement l'ensemble des charges relatives à la gestion du service délégué (y compris les dotations aux amortissements et provisions nécessaires) seront supportées par le délégataire qui se rémunérera sur les tarifs de crémations et de location de salles.

Ces ressources sont réputées permettre au délégataire d'assurer l'équilibre financier tel que résultant du compte d'exploitation prévisionnel objet de l'Annexe 16.

Article 39 : Charges d'exploitation

Le délégataire supportera l'ensemble des charges relatives à la gestion du service public délégué.

Article 40 : Tarifs applicables aux usagers

En contrepartie de la prise en charge des charges de l'exploitation, le délégataire est autorisé à percevoir auprès des bénéficiaires ou du public les recettes calculées sur la base des tarifs fixés dans le présent contrat. Ces tarifs sont compris hors taxe de crémation. Celle-ci est versée directement par l'opérateur funéraire à la commune d'implantation du crématorium. Les recettes issues de l'exploitation de l'équipement sont constituées notamment des produits liés à la crémation et à la location de salles ; les tarifs correspondants sont définis en Annexe 12.

La fixation des tarifs respecte le principe d'égalité de traitement des usagers.

Le compte d'exploitation prévisionnel, objet de l'Annexe 16, a été établi sur la base de ces tarifs.

Les tarifs sont révisés au 1^{er} janvier en application de la formule de révision suivante :

$$P = P_0 * (0,27 + 0,07 E_1/E_0 + 0,27 ICHTTS_1 / ICHTTS_0 + 0,39 FSD_1 / FSD_0)$$

P est le prix révisé

P₀ est le prix à la date de prise d'effet du contrat

E est l'indice « Electricité, gaz, vapeur et air conditionné (identifiant 010534835 cf Le Moniteur)

E₁ est l'indice « Electricité, gaz, vapeur et air conditionné (identifiant 010534835 cf Le Moniteur) à la date de la révision des tarifs

E₀ est l'indice « Electricité, gaz, vapeur et air conditionné (identifiant 010534835 origine du contrat) à la date de la signature du contrat.

ICHTTS est l'indice de salaire de l'industrie mécanique et électrique (cf Le Moniteur)

ICHTTS₁ est l'indice de salaire de l'industrie mécanique et électrique (cf Le Moniteur) à la date de la révision des tarifs

ICHTTS₀ est l'indice de salaire de l'industrie mécanique et électrique (cf Le Moniteur) à la date de la signature du contrat.

FSD est l'indice des frais et services divers (cf Le Moniteur)

FSD₁ est l'indice des frais et services divers (cf Le Moniteur) à la date de la révision des tarifs.

FSD₀ est l'indice des frais et services divers (cf Le Moniteur) à la date de signature du contrat.

Article 41 : Redevance versée au délégant

Le délégataire versera, dès la première année d'activité, une redevance calculée de la façon suivante :

- part fixe (annuelle) qui s'élève à : 35.000 (€ hors taxes)
- part variable à la crémation : 4% du chiffre d'affaires (€ hors taxes)

Le délégataire procédera au versement de cet intéressement au plus tard le 31 mai de l'année suivante sur la base des comptes certifiés. La redevance est due à compter de la date de début d'exploitation du crématorium. Pour la première année, la redevance est versée prorata temporis. Ces redevances feront l'objet d'un titre de recette régulièrement émis par le délégant, faisant ressortir distinctement, le montant hors taxe (HT), la TVA due et le montant toutes taxes comprises (TTC).

Ces redevances feront l'objet d'un titre de recette régulièrement émis par le délégant, faisant ressortir distinctement, le montant hors taxe (HT), la TVA due et le montant toute taxe comprise (TTC).

Article 42 : Droit d'entrée lié aux charges du projet supportées par la collectivité

Conformément aux dispositions de l'art. L.1411-2 du CGCT, la commune fixe un droit d'entrée de 36 102 € TTC, correspondant aux dépenses engagées par la collectivité pour la mise en œuvre de la convention de concession. Ce droit d'entrée sera versé dans le mois qui suit la signature de la convention de concession.

Article 43 : Montant de l'investissement des travaux et mode de financement

Le montant de l'investissement total des travaux s'élève à 3.535.438 euros hors taxe (€ HT).

Le financement, dont les conditions sont détaillées en Annexe 17, est assuré par les ressources prévisionnelles suivantes :

- emprunt : 50%
- apports en fonds propres du Délégataire : 50%

La convention financière justifiant cet emprunt sera transmise dès sa conclusion au délégant.

Au jour de la signature du Contrat, la valeur initiale du contrat calculée en application des dispositions des articles 7 et 8 du décret n° 2016-86 du 1er février 2016 *relatif aux contrats de concession* est de 20.477.483 euros hors taxes (€ HT).

Article 44 : Garanties à première demande

Pour l'investissement, le délégataire s'engage à fournir une garantie à hauteur de 5% du coût prévisionnel des travaux prévus au titre du présent contrat, prenant la forme d'une garantie à première demande provenant d'un établissement bancaire de premier rang. Cette garantie prendra fin avec la réalisation de l'ensemble des travaux à la charge du délégataire.

Par ailleurs, afin d'assurer la bonne exécution des obligations du présent contrat en termes d'exploitation, le délégataire s'engagera également à fournir au délégant une garantie à hauteur de 25.000 euros, prenant la forme d'une garantie à première demande provenant d'un établissement bancaire de premier rang.

Article 45 : Impôts et taxes

Tous les impôts et taxes établis par l'Etat, les collectivités territoriales ou les établissements publics, y compris les impôts relatifs aux immeubles (inclus la taxe foncière) compris dans le périmètre du présent contrat sont à la charge exclusive du délégataire.

Dans l'hypothèse où le délégant était redevable direct, il refacturera au délégataire le montant de la taxe qui lui a été directement appelée en règlement.

Le délégant produira à cet effet, à l'appui de la facture émise à l'encontre du délégataire, une copie justificative de l'impôt ou de la taxe dont le montant est réclamé auprès du délégataire.

CHAPITRE 7 : CONTROLE DE L'EXECUTION DU CONTRAT

Article 46 : Contrôle de l'activité du Déléataire

Le délégant est en charge du contrôle de l'action du délégataire concernant notamment la satisfaction des usagers, la propreté des lieux, la bonne tenue des agents, le fonctionnement des équipements, la performance économique.

Le délégant ou toute personne qu'il aura mandatée à cet effet disposera d'un droit de visite des lieux.

46.1. Production d'une comptabilité analytique

Le délégataire devra produire une comptabilité analytique permettant d'appréhender les comptes de la délégation sous le même format que celui prévu au contrat.

46.2. Production d'un rapport de délégation de service public

Conformément à l'article 52 de l'ordonnance n°2016-65 du 29 janvier 2016 et l'article 33 du décret n°2016-86 du 1er février 2016 relatifs aux contrats de concession, le délégataire produit au 1er juin de chaque année un rapport comportant notamment les comptes retraçant la totalité des opérations afférentes à l'exécution du présent contrat et une analyse de la qualité de services. Ce rapport doit permettre au délégant d'apprécier les conditions d'exécution du service public délégué au délégataire. Le délégataire devra produire le rapport chaque année sur support informatique (au format Word et Excel ou équivalent) et papier, en deux exemplaires.

Le rapport annuel tient compte des spécificités du secteur d'activité concerné et respecte les principes comptables d'indépendance des exercices et de permanence des méthodes retenues pour l'élaboration de chacune de ses parties, tout en permettant la comparaison entre l'année en cours et la précédente. Toutes les pièces justificatives des éléments de ce rapport sont tenues par le délégataire à la disposition du délégant, dans le cadre de son droit de contrôle.

Le rapport de délégation de service public comportera un compte-rendu technique de l'activité ainsi qu'un compte rendu financier consolidé. Les données financières et les tableaux d'analyse devant être transmis en format Excel ou équivalent.

Il sera accompagné d'une synthèse technique et financière de trois pages maximum.

Ce rapport fera l'objet d'une réunion de présentation et de discussion entre le délégataire et le délégant.

Il sera constitué à partir des données du délégataire.

Le rapport annuel comprendra les deux volets suivants :

Compte-rendu technique et de l'analyse de la qualité du service

Au titre de ce compte-rendu technique, le délégataire fournira notamment pour l'exercice écoulé les indications suivantes :

- les modifications intervenues dans la vie de la société délégataire,
- un organigramme général détaillé de la société dédiée,
- les effectifs du service délégué et leur part d'affectation (temps plein, temps partiel...), les mouvements de personnel de l'année écoulée et la prévision des mouvements pour l'année en cours. Le calendrier prévisionnel des deux années à venir,
- l'évolution générale des différents ouvrages, installations et matériels exploités sous la forme d'un compte rendu de la situation des biens et immobilisations nécessaires à l'exploitation du service public concédé, comportant notamment une description des biens,
- la mise à jour de l'inventaire des biens désignés au contrat comme biens de retour et de reprise du service concédé,
- les travaux effectués et une synthèse pour les travaux d'un montant supérieur à cinquante mille euros hors taxe (50.000 € HT),
- les attestations relatives aux dispositifs de sécurité et moyens de secours,

- l'actualisation éventuelle du plan de grosses réparations,
- Les éléments relatifs aux suivis de l'action d'insertion professionnelle.

Dans le cadre du rapport annuel, le délégataire produira une analyse de la qualité des services qui lui ont été confiés. La qualité du service sera appréciée au regard :

- d'un indicateur d'activité (nombre d'utilisateurs, niveau de fréquentation, délais d'attente,
- d'indicateur de qualité de service public qui consistera dans la mise en place d'une enquête d'opinion annuelle, à la charge du délégataire, après validation des modalités par le délégant. Ces enquêtes devront être homogènes d'une année sur l'autre afin de permettre des comparaisons,
- d'indicateurs complémentaires proposés par le délégataire pour une meilleure satisfaction des utilisateurs.

Le rapport annuel comprendra en annexe les informations utiles relatives à l'exécution du service, notamment les tarifs pratiqués, leur mode de détermination et leur évolution, les contrats signés avec les tiers, ainsi que les autres recettes d'exploitation.

Compte-rendu financier et comptable

Le délégataire produira un compte annuel de résultat de l'exploitation de la délégation de service public rappelant les données présentées l'année précédente au titre du contrat en cours. Le rapport comportera une présentation des méthodes et des éléments de calcul économique annuel et pluriannuel retenus pour la détermination des produits et charges directs et indirects imputés au compte de résultat de l'exploitation, les méthodes étant identiques d'une année sur l'autre sauf modification exceptionnelle et dûment motivée par le délégataire.

- La déclaration annuelle des données sociales (DADS) du délégataire,
- les comptes sociaux de la société dédiée ainsi que leurs annexes,
- les rapports généraux et spéciaux des commissaires aux comptes pour l'exercice écoulé et des comptes de la société dédiée,
- un état des autres dépenses de renouvellement réalisées dans l'année conformément aux obligations contractuelles,
- un état du suivi du programme contractuel, du renouvellement des biens et immobilisations nécessaires à l'exploitation du service public concédé ainsi qu'une présentation de la méthode de calcul de la charge économique imputée au compte annuel de résultat d'exploitation de la concession,
- les engagements à incidences financières, y compris en matière de personnel liés à la concession et nécessaires à la continuité du service public,
- les contrats signés avec les tiers ainsi que leurs avenants et annexes,
- un compte de la délégation conforme au modèle prévu à l'Annexe 15. Ce compte retrace les flux comptables et de trésorerie du Délégataire dédiée et devra être certifié par le commissaire aux comptes,
- le budget prévisionnel de l'année en cours,
- une note explicative portant sur la mesure des écarts entre les hypothèses retenues pour l'élaboration du compte d'exploitation prévisionnel initial et leur valeur constatée pour l'année écoulée, accompagné des commentaires et analyses de ces écarts,
- l'état du compte GER,
- La liste des contrats signés avec les tiers,
- les attestations d'assurance.

La certification des comptes par un commissaire aux comptes sera fournie par le Délégataire au plus tard le 1^{er} juin. Un modèle de rapport est communiqué en Annexe 21.

46.3. Contrôle administratif et financier

L'exploitation des installations et équipements délégués est assurée sous le contrôle du délégant. A ce titre, le délégant pourra contrôler le respect des engagements contractuels du délégataire, sur pièces et sur place, et diligenter tous moyens à cette fin.

Au cours de l'exécution du contrat, le délégant pourra obtenir du délégataire, à première demande, tout renseignement nécessaire à l'exercice de son contrôle.

Ainsi, le délégant peut contrôler les renseignements donnés dans le rapport annuel.

A cet effet, ses agents accrédités pourront se faire présenter toutes pièces de comptabilité nécessaires à leur vérification. Ils pourront procéder à toute vérification utile pour s'assurer que les installations sont exploitées dans les conditions prévues et que les intérêts contractuels du délégant sont sauvegardés. Il en sera ainsi également pour toute personne que le délégant chargerait d'une mission de vérification des conditions d'exécution de la présente délégation de service public.

En cours de délégation, le délégant pourra procéder à une vérification de la situation comptable du délégataire qui pourra porter sur une ou plusieurs années. Le délégataire sera informé de la prise d'effet du contrôle par courrier recommandé. Il devra tenir à disposition l'ensemble des pièces comptables de la société.

D'une manière générale, à tout moment, le délégant pourra demander la copie d'un certain nombre de pièces ou documents.

Le délégant pourra procéder tous les cinq (5) ans, à une certification (par ses propres équipes ou experts-comptables (désignés par elle) des écritures présentées dans le compte de délégation.

Le délégant informera, par courrier, le délégataire, du déclenchement du contrôle et de la période observée. La société devra produire une copie de tous les justificatifs comptables (factures) qui seront demandés par les auditeurs.



CHAPITRE 8 : RESPONSABILITES – ASSURANCES

Article 47 : Responsabilité du Délégataire

Le délégataire est seul responsable vis-à-vis des usagers et de tous les tiers et fait son affaire personnelle de tous les risques et litiges pouvant provenir du fait de son exploitation et des travaux qu'il réalise.

Le délégataire est seul responsable :

- vis-à-vis des ouvrages : en sa qualité de gardien de la chose, le délégataire répondra seul des dommages causés aux ouvrages et devra faire son affaire des éventuelles réparations rendues nécessaires.

Le délégataire assumera seul la responsabilité des dommages causés du fait des travaux de construction/extension ou, de réhabilitation, ou de démolition au préjudice de tous les tiers y compris les riverains de l'ouvrage, les concessionnaires des réseaux à proximité (par la souscription notamment d'un contrat dommages ouvrage incluant les dommages aux existants).

- vis-à-vis des personnes : le délégataire répondra seul des réclamations émanant des usagers ou des tiers pour tout événement trouvant son origine dans les ouvrages (leur construction ou leur exploitation) ou le service délégué.

Il est expressément stipulé que le délégataire devra garantir en toutes circonstances le délégant en cas de mise en cause de cette dernière et qu'il renonce à tout recours à son encontre. De la même manière, il disposera des recours et actions que le Délégant pourrait être fondé à exercer contre toute personne dont la responsabilité pourrait être recherchée.

Le délégataire doit prendre toutes dispositions pour qu'il n'y ait pas d'interruption dans l'exécution du service, que ce soit du fait du sinistre ou du fait des travaux de remise en état engagés à la suite de sinistres. En cas de sinistre affectant les immeubles et équipements, l'indemnité versée par les compagnies d'assurance au délégataire sera intégralement affectée à la remise en état de l'ouvrage et de ses équipements.

Les travaux de remise en état commencent immédiatement après le sinistre, sauf cas de force majeure ou en raison de l'impossibilité liée aux conditions d'exécution des expertises.

Article 48 : Assurances souscrites par le délégataire

Le délégataire a, pour couvrir les responsabilités visées ci-dessus, l'obligation de souscrire des polices d'assurance, selon le droit commun, pour un gestionnaire d'établissement recevant du public :

- au titre des ouvrages : outre les assurances obligatoires en matière de construction (« dommage ouvrage » notamment) le délégataire devra souscrire une assurance de dommages aux biens pour des capitaux suffisants, comportant les garanties les plus complètes et permettant de réparer au plus vite les dommages éventuels causés aux ouvrages.
- au titre de la responsabilité civile professionnelle : le délégataire souscrira une assurance de responsabilité civile destinée à le garantir en cas de mise en cause de sa responsabilité au titre de la délégation.
- Il devra présenter au délégant toutes les attestations d'assurances lors de la conclusion du présent contrat et, par la suite, à chaque échéance annuelle.
- Les attestations et couvertures en capitaux sont présentées en Annexe 24.



CHAPITRE 9 : GARANTIES ET SANCTIONS

Article 49 : Sanctions pécuniaires et pénalités

49.1. Modalités d'application des pénalités

49.1.1. Défaillance dans la réalisation des travaux de construction du crématorium

Une pénalité de trois cents euros (300 €) par jour calendaire de retard est applicable pour tout retard imputable au délégataire dans l'exécution des travaux du crématorium.

49.1.2. Défaillance dans l'exploitation du service

Une pénalité de mille euros (1.000 €) par jour calendaire de retard est applicable dans les cas suivants :

- En cas d'interruption générale ou partielle de l'exploitation pendant plus de 48 heures, non validée par la collectivité, et imputable exclusivement à une faute du délégataire ;
- En cas de non-respect des règles en vigueur et/ou des obligations visées au présent contrat ayant pour effet de compromettre la sécurité des biens et des personnes ;
- En cas de non-respect des dispositions contractuelles faisant expressément référence au présent article « sanctions pécuniaires et pénalités ». L'application des pénalités sera précédée d'une mise en demeure motivée, adressée au délégataire par lettre recommandée avec avis de réception et restée sans effet :
 - Dans un délai de 72 heures à compter de sa réception par le délégataire en cas d'interruption générale ou partielle de l'exploitation ou en cas de non-respect des règles en matière de sécurité,
 - Dans un délai de quinze (15) jours à compter de sa réception dans les autres cas.

49.1.3. Défaillance dans la transmission des documents et informations

Sauf accord express du délégant, en cas de retard dans la transmission de tous documents ou informations demandés au titre du présent contrat, ou en cas de transmission incomplète et après mise en demeure restée infructueuse pendant un délai de 15 jours à compter de sa réception, une pénalité forfaitaire de trois cent euros (300 €) par jour calendaire de retard sera appliquée (notamment pour la transmission des DOE et DIUO).

49.1.4. Défaillance à l'issue du contrat

Si à l'issue du présent contrat, le délégataire ne s'est pas conformé à l'ensemble des obligations contractuelles, celui-ci versera une pénalité égale aux dépenses que le délégant supportera pour réaliser les interventions prévues en lieu et place du délégataire, majorées de vingt pourcent (20%) pour charges de maîtrise d'ouvrage et frais généraux.

49.2. Paiement des pénalités

Les pénalités sont payées par le délégataire dans un délai de quinze jours à compter de la réception du titre de recettes correspondant. A défaut, les pénalités seront majorées des intérêts de retard définis à l'article suivant.

Le paiement des pénalités n'exonère pas le Délégataire de ses responsabilités de toute nature.

49.3. Intérêts de retard

Le non-respect par le délégataire de ses obligations au paiement ou au reversement au profit du délégant de toute somme mise à sa charge par le présent contrat, pour quelque motif que ce soit, rend exigible en sus du principal, un intérêt dont le taux est égal à trois fois le taux de l'intérêt légal en vigueur à la date à laquelle les intérêts ont commencé à courir.

Article 50 : Exécution aux frais et risques des opérations et travaux

En cours d'exécution du présent contrat, faute pour le délégataire de respecter ses obligations, le délégant peut faire procéder, aux frais et risques du délégataire, à l'exécution d'office des travaux nécessaires au fonctionnement du service.

Cette exécution sera réalisée après mise en demeure par lettre recommandée avec accusé de réception restée sans effet dans le délai prescrit par le délégant et qui sera au minimum de quinze (15) jours, sauf urgence impérieuse fixée en fonction de la nature et de la gravité de l'intervention nécessaire.

Article 51 : Arrêt anticipé du service pour faute grave

En cas d'arrêt anticipé du service pour faute grave, le délégataire verra sa responsabilité recherchée sauf dans les hypothèses suivantes :

- arrêt de tout ou partie du service sur motif d'intérêt général, sur demande expresse du délégant ;
- événements extérieurs, indépendants de la volonté du délégataire et imprévisibles qui rendraient impossible la poursuite de l'exécution, même partielle, du contrat.

En cas d'incapacité fautive du délégataire à faire face à ses obligations contractuelles, entraînant une interruption tant totale que partielle de l'exploitation, le délégant peut prononcer la mise en régie du service aux frais du délégataire. Sauf en cas d'urgence, la mise en régie sera précédée d'une mise en demeure motivée, adressée par lettre recommandée avec accusé de réception et restée sans effet à l'expiration d'un délai de quinze (15) jours.

La régie cessera dès que le délégataire sera de nouveau en mesure de remplir ses obligations, sauf si la déchéance est prononcée. Les frais de mise en régie et ceux inhérents à une baisse d'exploitation du fait du délégataire sont immédiatement exigibles auprès du délégataire. En l'absence de règlement du montant de ces frais dans un délai de trente jours à compter de leur notification par le délégant au délégataire, le délégant pourra prononcer la déchéance.

Article 52 : Sanction résolutoire – Déchéance

En cas de faute d'une particulière gravité, le délégant pourra, outre les mesures prévues au présent chapitre, prononcer la déchéance du délégataire.

La déchéance pourra notamment être prononcée en cas de :

- non-respect des conditions de cession totale ou partielle du contrat,
- fraude ou malversation de la part du délégataire
- dissimulation ou falsification d'informations devant être communiquées au délégant,
- inobservation ou transgression grave ou répétée des clauses du contrat,
- non-respect des règles en vigueur,
- non-respect des obligations ayant pour effet de compromettre la sécurité des biens et des personnes,
- non-respect de la continuité du service public et d'égalité des usagers devant le service public.

La déchéance n'est prononcée par le délégant qu'après mise en demeure motivée de remédier aux fautes constatées, adressée par lettre recommandée avec accusé de réception au délégataire, et restée sans effet dans un délai de dix (10) jours.

Les conséquences financières seront à la charge du délégataire. En tout état de cause, les conséquences financières ne peuvent pas être reportées au compte d'exploitation. Les frais inhérents à la déchéance et ceux inhérents à une baisse d'exploitation du fait du délégataire sont immédiatement exigibles auprès du délégataire.

Article 53 : Mesures d'urgence

Le délégant peut prendre, en tout état de cause, toute mesure adaptée à la situation lorsque l'urgence le justifie, y compris la fermeture temporaire du service.

Les conséquences financières d'une telle décision sont à la charge du délégataire dès lors que les mesures d'urgence ont été dictées par l'incapacité fautive du délégataire à faire face à ses obligations contractuelles.

Les frais engendrés par les mesures d'urgence sont immédiatement exigibles auprès du délégataire. En l'absence de règlement du montant de ces frais dans un délai de trente jours à compter de leur notification par le délégant au délégataire, le délégant pourra prononcer la déchéance.



CHAPITRE 10 : FIN DU CONTRAT

Article 54 : Résiliation anticipée pour motif d'intérêt général

Le délégant peut mettre fin au contrat avant son terme normal pour des motifs d'intérêt général.

Sa décision, dûment motivée, ne prend effet qu'après un délai d'un an à compter de sa date de notification adressée par lettre recommandée avec accusé de réception au siège social du délégataire. Dans ce cas, le délégataire a droit d'être indemnisé du préjudice subi.

Le montant des indemnités est fixé d'un commun accord entre les parties. Il correspond aux éléments suivants :

- la valeur nette comptable des biens non amortis à la date de la résiliation, sur la base des tableaux d'amortissement fournis et validés par le délégant,
- les frais et indemnités de résiliation anticipée des contrats avec les bénéficiaires, les prestataires et les fournisseurs, dans le cas où ces contrats ne seraient pas poursuivis, via une régie ou une nouvelle délégation,
- les charges liées aux licenciements à condition qu'ils soient la conséquence directe de la résiliation.
- L'indemnisation du manque à gagner correspondant à cinq (5) ans de la moyenne des bénéfices sur la durée du contrat et conforme au compte d'exploitation prévisionnel annexé aux présentes. Dans le cas où la résiliation interviendrait au cours des cinq (5) dernières années du contrat, cette indemnité sera diminuée à due proportion.

A défaut d'accord sur le montant des indemnités, le tribunal administratif de Montpellier est compétent pour mettre un terme au litige et apprécier le montant du préjudice des parties. L'indemnité est réglée dans un délai de quarante-cinq (45) jours après que les parties se sont accordées sur le montant.

Article 55 : Résiliation anticipée pour liquidation judiciaire ou déchéance du Délégataire

En cas de déchéance ou en cas de mise en liquidation judiciaire du délégataire, le présent contrat est automatiquement résilié. Le délégataire pourra être indemnisé par le délégant à concurrence de la valeur non amortie des biens devant revenir au délégant.

Article 56 : Sort des biens au terme du contrat

A échéance du contrat, le délégataire remet au délégant l'ensemble des biens mobiliers et immobiliers en bon état d'entretien et de fonctionnement.

Deux ans avant l'expiration de la délégation, le délégataire s'engage à réaliser à ses frais un diagnostic technique de l'état du crématorium estimant les travaux nécessaires de remise en état normal d'entretien de l'ensemble du crématorium. Ce diagnostic sera réalisé par une entreprise externe indépendante qui doit être préalablement agréée par le délégant.

Le délégataire communiquera au délégant, dix-huit (18) mois avant le terme du contrat, le diagnostic technique, la liste des équipements. Les parties s'engagent à examiner les résultats du diagnostic préalablement à l'exécution des travaux. Le délégataire devra exécuter, avant l'expiration de la délégation, les travaux indiqués dans le diagnostic et correspondants aux obligations du délégataire, dans le respect des textes et normes en vigueur. A défaut, les frais de remise en état correspondants seront prélevés au titre de la garantie à première demande.

Un état des lieux contradictoire de sortie sera effectué dans le mois qui précède l'échéance du contrat.

56.1 Biens de retour

Seront considérés comme des biens de retour l'ensemble des biens meubles ou immeubles utilisés par le titulaire dans le cadre de la gestion du service délégué. Ces biens reviendront au délégant, à la fin du présent contrat, sans versement d'une quelconque indemnité au profit du délégataire.

Dès leur acquisition ou réalisation ces biens entrent directement dans le patrimoine du délégant qui en laisse la jouissance exclusive au titulaire.

Les biens autres que ceux mentionnées ci-dessus, qui sont indispensables au fonctionnement et à l'exploitation du service sont qualifiés de biens de retour indemnisables, sous réserve de l'approbation préalable et expresse du délégant.

Les biens acquis, fournis ou réalisés par le délégataire constituant des biens de retour indemnisables font l'objet d'un procès-verbal d'incorporation établi contradictoirement par les Parties. Ce procès-verbal mentionne la valeur à leur date d'incorporation.

56.2 Biens de reprise

Les biens de reprise sont entendus des biens qui ne rentrent pas dans la catégorie des biens de retour mais qui sont néanmoins utiles à l'exploitation du service délégué. Les biens de reprise sont mis en place par le délégataire au cours de la délégation, et par sa seule volonté, sous réserve de respecter les dispositions du présent contrat. Le délégant n'est pas tenu de s'en porter acquéreur en fin de contrat. Cependant, le délégataire sera obligé de céder les biens de reprise que le délégataire souhaite conserver pour l'exploitation du service en fin de contrat. Les biens de reprise que le délégant souhaite conserver seront rachetés à leur valeur nette comptable à la fin du contrat de délégation.

56.3 Biens propres

Les biens propres s'entendent des biens meubles dont le délégataire est propriétaire et qui sont utiles à l'exploitation du service, mais non indispensables à la poursuite de celui-ci. Le délégant peut se porter acquéreur des biens propres du délégataire en fin de contrat à condition de recueillir l'accord du délégataire.

Article 57 : Dispositions relatives au personnel

Dans les dix-huit (18) mois qui précéderont la fin du contrat à venir ou sans délai en cas de résiliation anticipée ou de déchéance, le délégataire communiquera au délégant une liste non nominative des personnels susceptibles d'être repris. Cette liste mentionnera la rémunération, la qualification, l'ancienneté, la convention collective ou le statut applicable concernant l'aptitude des personnels susceptibles d'être repris.

A compter de cette communication, le délégataire informera le délégant, dans les plus brefs délais, de toute évolution affectant cette liste. En outre le délégataire s'engagera lors de la dernière année à ne pas augmenter la masse salariale au-delà de l'accord annuel de l'entreprise. Le délégataire acceptera que les informations prévues par le présent article soient communiquées aux candidats admis à présenter une offre, dans le cadre de la procédure de délégation de service public applicable.

Article 58 : Continuité du service en fin de contrat

D'une manière générale, le délégant s'autorise le droit de prendre toutes les mesures nécessaires pour faciliter la transition entre la gestion actuelle du service et sa gestion à échéance du contrat.

CHAPITRE 11 : DISPOSITIONS DIVERSES

Article 59 : Modification du contrat

Le présent contrat pourra être modifié par voie d'avenant, sous réserve des dispositions figurant aux articles 55 de l'ordonnance n°2016-65 du 29 janvier 2016 et 36 du décret n°2016-86 du 1er février 2016 relatifs aux contrats de concessions.

Il est entendu que les situations visées ci-avant ne pourront modifier de manière substantielle les clauses essentielles du présent contrat.

Article 60 : Cession

Le délégataire est tenu d'exécuter personnellement la mission qui lui est confiée.

Toute cession du contrat est interdite, à moins d'un accord préalable exprès du délégant qui vérifie notamment si le cessionnaire présente bien toutes les garanties professionnelles et financières pour assurer la gestion et la continuité du service public.

La cession du contrat doit s'entendre comme la reprise par le cessionnaire de l'ensemble des droits et obligations résultant du contrat.

Le délégant dispose, pour se prononcer, d'un délai de six (6) mois à compter de la réception de la demande d'agrément de cession, qui doit être formulée par le délégataire par lettre recommandée avec accusé de réception et contenir toutes justifications nécessaires. En cas de silence du délégant au terme de ces six (6) mois, la cession est considérée comme refusée.

Cette cession sera ensuite traduite dans un avenant au présent contrat.

Le délégataire est tenu d'exercer personnellement la mission qui lui est confiée. Toute cession du contrat est interdite, à moins d'un accord préalable exprès du délégant qui vérifie notamment si le cessionnaire présente bien toutes les garanties professionnelles et financières pour assurer la gestion et la continuité du service public. La cession du contrat doit s'entendre comme la reprise par le cessionnaire de l'ensemble des droits et obligations résultant du contrat.

Le délégant dispose, pour se prononcer, d'un délai de six (6) mois à compter de la réception de la demande d'agrément de cession, qui doit être formulée par le délégataire par lettre recommandée avec accusé de réception et contenir toutes justifications nécessaires. En cas de silence au terme de ces six (6) mois, la cession est considérée comme refusée.

Cependant, lorsque le cessionnaire demeure une entité juridique du Groupe FUNECAP, la cession de la société dédiée est autorisée sous réserve de la procédure fixée à l'article 7.

Article 61 : Mise en demeure

Toute mise en demeure qui serait prévue dans le contrat sera effectuée par lettre recommandée avec accusé de réception au siège du délégataire.

Tout délai relatif à une mise en demeure sera décompté en jours calendaires et à partir de sa date de réception.

Article 62 : Election de domicile

Pour l'exécution du présent contrat, les parties font élection de domicile :

- pour le délégant : en son siège administratif
- pour le délégataire : au siège social de La Société des Crématoriums de France

Toute modification de domicile du délégataire doit être notifiée, sans délai, au délégant.

Article 63 : Règlement des litiges

Les parties s'efforcent de régler à l'amiable leurs éventuels différends relatifs à l'application ou à l'interprétation du présent contrat.

Si un différend survient entre le délégataire et le délégant, le délégataire expose dans un mémoire les motifs du différend et toutes les conséquences de nature administrative, technique et/ou financière qui en résultent selon lui. Ce mémoire est transmis par lettre recommandée avec accusé de réception au délégant.

Dans tous les cas et nonobstant l'existence de ce différend, le délégataire doit poursuivre l'exécution du présent Contrat.

Si les parties ne sont pas parvenues à trouver un accord amiable à leur différend dans les 60 jours calendaires de la réception par le Délégant du mémoire précité du délégataire, celui-ci pourra être soumis au Tribunal Administratif de Montpellier.

En cas d'expertise, l'expert sera désigné d'un commun accord entre les Parties ou à défaut par le tribunal administratif compétent et les frais d'expertise seront supportés par moitié entre les Parties.

Le délégant notifie au délégataire sa proposition pour le règlement du différend dans un délai maximal de 60 jours calendaires à compter de la date de réception du mémoire.

L'absence de proposition du délégant dans ce délai équivaut à un rejet de la demande du délégataire.

Les Parties pourront s'en remettre à une commission de conciliation dont les modalités de constitution seront arrêtées par les Parties. A défaut d'avis de la commission de conciliation dans un délai de deux mois ou à défaut d'acceptation par les Parties, le juge administratif pourra être saisi.

Les contestations qui sont susceptibles de s'élever entre le délégataire et le délégant au sujet de la convention seront soumises au Tribunal administratif de Montpellier

Article 64 : Version consolidée du contrat

Le délégataire s'engage à tenir à jour une version consolidée du présent contrat, actualisé par ses différents avenants, en l'annexant à chaque avenant successif.

Fait en 2 exemplaires originaux

Pour le délégant

à

Le

M.

Maître Didier MOULY

Maire de NARBONNE

Président du Grand Narbonne

Pour le délégataire

à

Le

M.

LA SOCIETE DES CREMATORIUMS DE FRANCE

SAS au capital de 4 668 980,00€

17 rue de l'arrivée, 75015 Paris

402 761 787 RCS Paris

SIRET 402 761 787 00124 - APE9603Z

6/4/2024

Xavier T. Harnier

LISTE DES ANNEXES :

Annexe 01 : Programme détaillé de l'opération et Règlement de Consultation et PLU et PRI

Annexe 02 : Terrain

Annexe 03 : Mise à disposition et /ou débours de la collectivité

Annexe 04a : Description architecturale & aménagement du site ; avec a minima : plan de masse ; perspective(s) ; plans de niveaux ; coupes nécessaires, insertion dans le site ; fonctionnement de l'ouvrage ; parti architectural ; dispositions prises pour limiter l'impact environnemental de l'ouvrage

Annexe 04b : Plans

Annexe 05 : Grille des surfaces

Annexe 06 : Grille des investissements ; Travaux, équipements, honoraires

Annexe 07 : Planning des travaux y compris procédures administratives

Annexe 08 : Inventaires des biens

Annexe 09 : Horaires (ouverture au public – cérémonies) – planning d'une journée

Annexe 10 : Règlement intérieur

Annexe 11 : Protocole et description des cérémonies

Annexe 12 : Tarifs des prestations

Annexe 13 : Organigramme et moyens

Annexe 14 : Plan de formation

Annexe 15 : Plan des « grosses réparations » et « remplacement »

Annexe 16a : Compte d'exploitation prévisionnel

Annexe 16b : Points clés de la synthèse financière

Annexe 17 : Plan de financement

Annexe 18a : Descriptif des technologies mises en œuvre

Annexe 18b : Note Technique DeNOx FT

Annexe 19 : Grilles des performances environnementales mises en œuvre

Annexe 20 : Planning des maintenances préventives et curatives sur la durée de la délégation

Annexe 21 : Rapport de délégation

Annexe 22 : Tableau de bord synthétique

Annexe 23a : Exemple de garantie bancaire à première demande

Annexe 23b : Projet de garantie bancaire de construction

Annexe 23c : Projet de garantie bancaire d'exploitation

Annexe 24a : Attestation d'assurance responsabilité civile décennale

Annexe 24b : Attestation d'assurance responsabilité civile professionnelle & dommage aux biens

Annexe 25 : Société dédiée

Annexe 26 : Projet de contrat de maintenance tous risques

Annexe 27 : Redevances fixes et variables à la collectivité



Envoyé en préfecture le 07/09/2021

Reçu en préfecture le 07/09/2021

Affiché le



ID : 011-211102629-20210204-1899086-CC

Le 21 JUL. 2021



POLE ADMINISTRATION GENERALE

Direction de la Commande publique

Direction

Monsieur le Directeur Général
Société des Crématoriums de France
17, rue de l'arrivée

75015 PARIS

NARBONNE, le 12 JUL. 2021

Objet : délégation de service public par voie de concession pour la construction et l'exploitation du crématorium de Narbonne (1899086)

Mise au point du contrat

Lettre recommandée avec AR n°1A 157 519 2585 4

Affaire suivie par David DEIBNER -Tél : 04.68.90.30.10 – courriel : marchespublics@mairie-narbonne.fr

Monsieur le Directeur Général,

Dans le cadre de la conférence téléphonique du 8 juin 2021, et conformément au cahier des charges de la concession, j'ai pris bonne note :

- a) Que les travaux d'aménagement et d'élargissement du chemin accédant au crématorium, à la charge du délégataire, depuis le « chemin de Saint-Crescent » jusqu'à la parcelle CX 0071, empièteront, comme indiqué dans le programme, sur la ou les parcelles CX 0073 et CX 0072, parcelles communales ;
- b) Qu'il a été convenu que le délégataire se rapprochera des services techniques de la Ville de Narbonne en indiquant – concernant l'importance de l'empiètement – les zones supplémentaires attendues, permettant ainsi d'améliorer l'embellissement du chemin d'accès (voie douce arborée et arbustive) selon des modalités à convenir entre les Parties ;
- c) Que les débours administratifs liés à la réintégration des surfaces prélevées sur les parcelles CX 0073 et CX 0072, demeurent à la charge du délégant : Ville de Narbonne ;
- d) Que conformément au programme, les extensions réseaux, demeurent à la charge du délégataire, et en particulier ceux indiqués en C6 du cahier des charges (page 9 et page 10) et très précisément, « l'extension réseau et alimentation gaz », « l'extension réseau et alimentation électrique », « la fourniture et la canalisation incendie », « le raccordement concessionnaire télécom » et « le traitement de l'assainissement eau usé ». Ces points sont repris pour l'essentiel, dans l'annexe 6 du contrat « Grille des investissements ». Ces exigences inscrites dans le marbre du cahier des charges ne sauraient être vidées de leur substance par l'article 1 (page 6) du contrat.

Ce courrier sera joint à l'ensemble des pièces du contrat de concession.

Par pièces du contrat de concession, nous entendons, le programme, le contrat proprement dit, et les annexes du contrat.

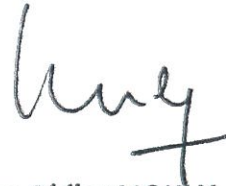
Vous souhaitant bonne réception de la présente,

Je vous prie d'agréer, Monsieur le Directeur Général, l'expression de mes salutations distinguées.

*Bon pour acceptation
des termes de présent
contrat*

is

Paris, le 28/7/2021



Maître Didier MOULY
Maire de NARBONNE
Président du Grand Narbonne

LA SOCIETE DES CREMATORIUMS DE FRANCE
SAS au capital de 4 668 980,00€
17 rue de l'arrivée, 75015 Paris
402 761 787 RCS Paris
SIRET 402 761 787 00124 - APE9603Z